

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

(en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

Acheteur public

État - Ministère des Armées et des Anciens combattants - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

Objet du marché**N° de projet : 25-USID03-016**

SUIPPES (51) – 132 RIC
Acquisition de bâtiments modulaires (type ALGECO/CORIMEC ou équivalent)

N° COSI : 466621**ANNEXE :**

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense.

SOMMAIRE

1ère Partie - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	3
ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE	3
1.1 - Nature de la prestation.....	3
1.2 - Qualification et formalités du marché.....	3
1.3 - Durée du marché	3
1.4 – Type de prix	3
1.5 - Parties au contrat	3
1.6 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion	4
1.7 - Développement durable.....	6
1.8 - Forme des notifications et informations	6
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
3.1 - Conditions de livraison et déchargement.....	7
3.2 - Comportement du personnel	7
ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION.....	7
4.1 - Opérations de vérification	7
4.2 - Décisions après vérifications	7
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS	8
5-1. Clause de réexamen	8
5.2 - En cas de modification du périmètre géographique des prestations	9
5-3. Défaillance du mandataire du groupement	9
ARTICLE 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX - INDEXATION DES PRIX	9
6.1 - Modalités de détermination des prix	9
6.2 - Application de la TVA.....	9
6.3 - Indexation des prix	9
ARTICLE 7 : AVANCE.....	10
ARTICLE 8 : PAIEMENT – CESSIION ET NANTISSEMENT	10
8.1 - Facturation	10
8.2 - Délai global de paiement	11
8.3 - Intérêts moratoires.....	12
8.4 - Cession ou nantissement.....	12
ARTICLE 9 : ASSURANCES.....	12
ARTICLE 10 : MESURES DE PRÉVENTION	12
10.1 - Mesures de prévention	12
10.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	12
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION	12
11.1 - Pénalités	12
11.2 - Règlement des différends.....	13
11.3 - Résiliation du marché	13
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	14
ARTICLE 13. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	14
ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14
2ème Partie - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	15
ARTICLE 15 : PRESENTATION DE L'OPERATION	15
ARTICLE 16 : DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE	15
ARTICLE 17 : LIVRAISON.....	16

1ère Partie - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Nature de la prestation

Le marché a pour objet l'acquisition et l'installation de bungalows dans le but d'augmenter la capacité d'accueil du 132° RIC.

Il s'agit de la mise en place d'une salle de cours de 60 m² de plein pied.

La désignation des fournitures au marché est détaillée à l'article 15 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le déchargement est prévu au titre du présent contrat.

1.2 - Qualification et formalités du marché

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est (SID-NE) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- pénalités ;
- résiliation du marché ;
- établissement des avenants au marché ;
- litige et contentieux.

L'unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de Châlons-en-Champagne agit pour les formalités de :

- suivi technique du marché ;
- correspondance avec le titulaire par ordre de service.

1.3 - Durée du marché

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai de livraison, indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement, court à compter de la date qui sera fixée par ordre de service.

1.4 – Type de prix

Les fournitures ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par l'application d'un prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement.

1.5 - Parties au contrat

Le directeur du SID-NE est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) désigné « **Acheteur** » conformément à l'article 2 du CCAG FCS.

L'emprise militaire bénéficiaire des fournitures est représentée par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de Châlons-en-Champagne, désignée dans le présent CCP par le terme « **bénéficiaire** ».

Pour l'exécution du marché, l'acheteur désigne, sous réserve de changement ultérieur, le chef de la Section Exploitation Maintenance (SEM) de l'USID de Châlons-en-Champagne pour assumer les fonctions suivantes :

- notification des décisions et communications de la personne publique ;
- vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne.

L'entreprise chargée de réaliser les prestations est désignée dans le présent CCP par le terme de « **titulaire** ».

1.6 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG/FCS.

1-6.1. Mesures de sécurité

Toute personne étrangère au ministère des Armées et des Anciens combattants doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter ce marché.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à fournir les renseignements d'identité de ses personnels.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis et sans indemnités.

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

1-6.2. Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par les titulaires pour une date à fixer par le Maître d'œuvre.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le Maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.6.3 Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel des titulaires intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif ;
- demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF ;
- scan de la carte d'identité en version PDF.

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir obtenu la validation de son contrôle primaire. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « accès autorisé » ;
- « accès avec réserves » ;
- « interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, les titulaires du marché se verront interdits de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devront proposer d'autres personnes à soumettre au CP.

Les titulaires se doivent de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Les titulaires du marché assumeront tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1-6.4. Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis de leur carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail.

1-6.5. Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

1-6.6. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

1-6.7. Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des Armées et des Anciens combattants par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à **autorisation expresse** du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est, qui précise :

- la finalité des images ;
- les publics concernés ;
- la durée et les territoires d'utilisation ;
- les supports et canaux d'exploitation.

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

1.7 - Développement durable

1-7.1. Environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 16.2 du CCAG FCS).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Conformément au décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des structures issues du réemploi / réutilisation conformément à ce qu'il a proposé dans son offre.

Par ailleurs, les structures modulaires industrialisées devront inclure le pourcentage de matières recyclées figurant dans l'offre du Titulaire.

Celles-ci devront également respecter les exigences de la réglementation énergétique RE2020.

1-7.2. Insertion sociale

Sans objet.

1.8 - Forme des notifications et informations

1.8.1. Communication au titulaire

Les ordres de services éventuels ou les décisions seront notifiés, par l'acheteur et/ou le bénéficiaire, par voie électronique.

La notification au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai est faite conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS. L'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur du SID Nord Est ou son représentant.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.8.2. Communication du titulaire

Toute communication à l'acheteur ou son représentant devra être réalisée par voie électronique via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par mise au point et/ou avenant ;
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le mémoire technique comprenant les fiches techniques des bungalows et des accessoires proposés ainsi que la méthodologie de livraison (seuls les éléments demandés au règlement de consultation qui ont une valeur contractuelle) ;

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Le présent marché est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

ARTICLE 3 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 - Conditions de livraison et déchargement

3.1.1 Lieu de livraison et déchargement

La livraison et le déchargement seront effectuées à la ferme du Piémont – 510 388 108W – Bâtiment 0019 sur le site de Suippes (51).

Conformément à l'article 21.1 du CCAG /FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

3.1.2 Transport

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

3.2 - Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise (comportement, stationnement et vitesse des véhicules, ...).

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION

À la suite des vérifications réalisées par le bénéficiaire, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par l'acheteur.

4.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du bénéficiaire. Elles se dérouleront conformément aux article 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification consistent à procéder aux examens quantitatifs et qualitatifs de chacun des livrables par le bénéficiaire dans les conditions suivantes.

4.2 - Décisions après vérifications

4.2.1. Admission

L'admission est l'acte par lequel l'acheteur accepte sans réserve, les prestations livrées. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision, l'admission prendra effet dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

4.2.2. Admission avec réfaction

Conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur ou son représentant estime que des livraisons ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur ou son représentant.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur ou son représentant dispose ensuite de quinze (15) jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur ou son représentant est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

4.2.3. Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission dans les conditions prévues par l'article 30.2 du CCAG/FCS.

4.2.4. Rejet.

Lorsque l'acheteur estime que les matériels ou matériaux livrés appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible de les admettre en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de rejet portant sur tout ou partie de la commande. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, le titulaire dispose de quinze jours pour se mettre en conformité avec les clauses du marché. L'acheteur ou son représentant dispose ensuite, si le titulaire formule des observations dans ce délai, de trente jours pour confirmer sa décision ou notifier une autre décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur ou son représentant est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Après rejet de tout ou partie des livraisons, l'acheteur dispose à nouveau, à compter de la nouvelle livraison par le titulaire, de la totalité des délais prévus à l'article 30.1 du CCAG FCS pour procéder aux vérifications.

Le délai ouvert au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour effectuer une nouvelle livraison après le rejet, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation ni d'un sursis au délai contractuel de livraison.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

5-1. Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

5.2 - En cas de modification du périmètre géographique des prestations

L'ajout ou le retrait de sites de livraison au périmètre du contrat fera l'objet d'un avenant.

Pour toute prestation supplémentaire, la proposition de prix par le titulaire devra impérativement être en cohérence avec les prix du marché initial pour le même type de site en terme de technicité, d'ampleur, d'exigences.

5.3. Défaillance du mandataire du groupement

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX - INDEXATION DES PRIX

6.1 - Modalités de détermination des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes éventuelles doit être indiqué dans l'acte d'engagement.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer le prix hors TVA de l'article, frais de douane compris.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations définies au marché, incluant les frais, charges, fournitures et sujétions du titulaire, et notamment ceux afférents aux opérations suivantes :

- ↳ au conditionnement, à l'emballage et à la manutention ;
- ↳ à l'assurance ;
- ↳ aux frais occasionnés par les garanties ;
- ↳ au transport et déchargement jusqu'au lieu de livraison, aux frais de déplacements ;
- ↳ aux opérations de vérifications ;
- ↳ aux dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaire liées une éventuelle pandémie.

6.2 - Application de la TVA

Le montant des acomptes éventuels et du solde sont calculés en application de la TVA en vigueur à la date d'établissement des factures.

6.3 - Indexation des prix

Les prix sont fermes.

ARTICLE 7 : AVANCE

Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du marché.

Il est égal au produit de ces 30 % par 12 / N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance s'effectuera sur les sommes dues au titulaire lors du règlement des prestations (facture unique).

ARTICLE 8 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT**8.1 - Facturation****8.1.1 Généralités**

La facturation est effectuée une fois les prestations objet du présent marché réalisées.

La facture est présentée de manière détaillée de sorte que différents postes apparaissant dans la DPGF apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle.

Le règlement sera effectué par virement administratif.

8.1.2 Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, le SID NE a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse sa facture de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus-Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement de la facture. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**

La facture ainsi transmise devra porter obligatoirement les mentions suivantes :

La facture devra porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI et art.1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique) :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

- la référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : D10711I057 ;
- la désignation du destinataire « services de l'Etat » : ° SIRET 11000 2011 00044.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

1. Accéder à la documentation Chorus Pro :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

2. Le Livechat permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés)

3. Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).

4. Saisir une sollicitation :

- a. En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro ;
- b. En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.

La facture transmise par un autre moyen que Chorus Pro est réputée non parvenue dans les services de l'État.

8.1.3 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du bénéficiaire, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

8.1.4 Suivi du service fait

Afin que le bénéficiaire (USID) puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique au bénéficiaire (USID) **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article 8.1.2. Modalités de facturation.

L'adresse électronique à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution du marché.

8.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

8.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8.4 - Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, l'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par une police destinée à garantir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris à l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la prestation avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation à l'acheteur dans les quinze jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 10 : MESURES DE PRÉVENTION

10.1 - Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense et s'engage à s'y conformer.

10.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Dans le cadre d'une éventuelle pandémie, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés.

ARTICLE 11 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION

11.1 - Pénalités

Des pénalités peuvent être prononcées par le bénéficiaire à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités de retard ne pourront excéder 25 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le bénéficiaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités et ce, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champs d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

11.2 - Règlement des différends

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article 46.2 du CCAG FCS. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 46.3 du CCAG FCS, l'acheteur dispose de deux (2) mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l'article 46.4 du CCAG FCS.

11.3 - Résiliation du marché

Outre les mesures prévues au CCAG FCS (article 38 à 42), le marché peut être résilié :

- à tout moment, en cas de restructuration, de dissolution de l'organisme ou d'aliénation définitive des immeubles ou parties d'immeubles sans indemnité,
- en cas de prestations non conformes telles que définies dans le présent CCP. Si dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre de mise en demeure, il n'est pas mis un terme à la non-conformité des prestations, la résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut être prononcée sans indemnité,
- en cas d'infraction aux mesures de sécurité régissant l'accès aux enceintes du ministère des Armées et les conditions de séjour dans leur sein, sans préavis et sans indemnité.

11.3-1. Travail dissimulé

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 41 et 45 du CCAG FCS).

11.3-2. Non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

11.3-3. Non production de documents

Outre les cas prévus par le CCAG FCS, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 41 et 43 du CCAG FCS.

11.3-4. Faute du titulaire

D'une manière générale, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent marché. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

ARTICLE 13. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

L'Acheteur ou le ministère des Armées et des Anciens combattants peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du ministère des Armées et des Anciens combattants qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

- l'article 2 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;
- l'article 3 du C.C.P. déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS
- l'article 4.2.4 du C.C.P. déroge à l'article 30.4 du CCAG FCS ;
- l'article 5.3 du C.C.P. déroge à l'article 3.5.4 du CCAG FCS ;
- l'article 11.1 du C.C.P. déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS.

2ème Partie - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les clauses techniques particulières définissent les exigences techniques relatives à l'acquisition de bungalows.

ARTICLE 15 : PRESENTATION DE L'OPERATION

Description des fournitures : fourniture de bungalows modulaires type « salle de réunion ».

Le nombre et la taille des bungalows ne sont pas imposés, seule la superficie totale intérieure doit être comprise entre 55 m² et 60 m².

Les bungalows seront fournis avec un plan de maçonnerie permettant leur pose sur plots, qui seront préalablement installés avant la livraison. La mise en place des plots n'est pas à la charge du Titulaire du présent marché.

Composition de l'ensemble :

- un poste de travail de 4 prises RJ45 catégorie 7 au minimum ;
- six (6) prises de courant 2P+T de 16A rouges, (1 détrompeur à fournir par prise), pour le courant ondulé ;
- un module d'éclairage (luminaire type bureau) ;
- six (6) prises de courant 2P+T de 16A blanches, courant normal ;
- un système de chauffage (environ 2000 W) ;
- une ventilation hydro-réglable ;
- quatre (4) fenêtres rectangulaires oscillo-battantes 40*50 cm.
- une porte de 90 cm équipée d'une barre anti-panique ;
- deux (2) Blocs de secours BAES ;
- un module d'éclairage à détection (hublot extérieur) IP65 ;
- une porte d'entrée (ouverture 90 cm).

Les travaux de raccordements des différents réseaux ne sont pas à la charge du Titulaire du présent marché.

Afin de valider les installations, l'USID mandatera un électricien et un bureau de contrôle habilité, qui effectueront les vérifications en collaboration avec le Titulaire du présent marché. Un ordre de service sera émis en début de chantier pour coordonner toutes les parties.

En cas de défaut sur les appareils fournis (luminaire, chauffage etc...) , le Titulaire devra, à sa charge, assurer leur remplacement à neuf.

En cas de défaut sur les raccordements, l'USID prendra à sa charge l'intervention.

ARTICLE 16 : DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire est tenu d'observer également les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation, le code du travail et le code des marchés publics.

Le titulaire devra également respecter les exigences de la réglementation énergétique RE2020.

Le titulaire a obligation de prendre en compte toutes nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du marché et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations contractuelles.

Le titulaire a un devoir de conseil. Pour ce faire, il devra informer et faire bénéficier l'administration sur toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relatives aux fournitures et prestations en précisant les références des textes et leur origine dont le titulaire adressera une copie par courrier à l'administration.

ARTICLE 17 : LIVRAISON

Les bungalows devront être livrés dans le délai proposé par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

Concernant la livraison, aucune contrainte particulière n'a été identifiée pour accéder au point de livraison sur le camp, cependant la surface peut devenir meuble par temps de pluie.

Le Titulaire procédera à la livraison des bungalows en une seule fois.

La livraison fera l'objet d'un bon de livraison daté et numéroté.

Il devra comporter :

- la désignation du bénéficiaire et du titulaire ;
- la référence du marché ;
- le lieu et jour de chargement ;
- le lieu et jour de livraison et déchargement ;
- la désignation des fournitures et les quantités livrées.